



6 rue Alphonse Rio • 56100 Lorient
+33 297 83 11 69 • info@cc-sud.eu
www.cc-sud.eu

Compte rendu de la réunion du GT Ad-hoc COVID Mardi 13 avril 2021– En ligne

Nicolas Fernandez Munoz (président du groupe de travail) a remercié l'ensemble des participants pour leur disponibilité. Si la pandémie est encore en cours, il est important que ce groupe travaille à la préparation du post-covid.

Des commentaires ont été reçus concernant le compte rendu de la précédente réunion :

Raul Garcia (WWF) dit que nous devons continuer d'apprendre et a envoyé des considérations sur le compte rendu parce qu'il n'y voyait pas ce qu'il avait exposé, comme par exemple, la biodiversité.

Nicolas Fernandez Munoz a donc proposé des modifications qui seront intégrées au document. Le compte rendu de la précédente réunion est donc adopté sous réserve de ces modifications.

Serge Larzabal (Vice-président du CC SUD) a rappelé qu'il s'agissait bien d'un compte rendu faisant acte des principales décisions et commentaires du groupe et non d'un procès-verbal. A la demande de Nicolas Fernandez Muñoz, l'ordre du jour a été adopté.

Chloé Pocheau (secrétariat du CC SUD) a présenté un document de travail, issu des réponses au questionnaire envoyé suite à la précédente réunion. Il s'agissait de faire un bilan sur les différents contextes locaux et les propositions des membres (le document et les questionnaires sont disponibles sur le site du CC SUD). Elle ajoute qu'il faut travailler sur ce document et qu'il sera envoyé en format word.

Selon Serge Larzabal, la réalisation d'un contexte était nécessaire pour initier les travaux.

Nicolas Fernandez Munoz a estimé que le taux de réponse au questionnaire était faible (6 réponses). Une plus forte participation est nécessaire pour le bon fonctionnement de ce groupe, spécialement de la part du secteur.

Selon Raul Garcia (WWF), qui a transmis des commentaires à l'ensemble du groupe par email la veille, le questionnaire ne permettait pas aux ONG d'exprimer leurs opinions. Un avis doit aussi prendre en compte ce qui est dit pendant les réunions. Il faut saisir l'opportunité de penser à plus long terme, pas uniquement sur les mesures d'urgence, faire un diagnostic robuste des faiblesses.

Sergio Lopez (OPP Lugo), a estimé que les commentaires du mail de Raul s'éloignaient trop de l'objectif du groupe, qui est selon lui d'analyser les impacts de la crise, et les opportunités qui peuvent en découler. Il ajoute, à propos du document de travail présenté, que comme document initial, il lui paraît suffisant.



Jérémy Souben (FEDOPA), a remercié le secrétariat pour le document. Le questionnaire interrogeait sur la situation et il est important de partager comment a commencé la crise. Il suggère qu'une partie contexte/ État des lieux, soit ajoutée.

Raul Garcia (WWF) a souligné que de nombreux fonds sont ou vont être disponibles, représentant de nombreuses opportunités dont il faudrait se saisir. Pour cela, il faut distinguer le long et le court terme, prendre le temps d'analyser les différents sujets, pour la majorité, transversaux. Les ONG s'intéressent à ce groupe, y consacrent du temps, au vu du potentiel qu'il représente. Il faut selon Raul Garcia, envoyer un document fort à la Commission, avec un plan de travail.

Pour Jorge Saez Jimenez (SOLDECOCOS) il est nécessaire de compléter le document de travail, pour montrer le rôle économique et social essentiel du secteur, saisir l'opportunité, les fonds, pour permettre au secteur de se renouveler. Il faudrait selon lui proposer un nouveau questionnaire afin de traiter des questions de gestion intégrée de la pêche.

Aurelio Bilbao (Président du CC SUD) a rappelé le contexte de travail du CC SUD. Dès le début de la crise, une lettre du CC SUD a été transmise à la Commission pour souligner les besoins du secteur. Cette lettre a été fortement critiquée par les représentants de nos ONG, de par la forme de la consultation et par le fond. Il est donc aujourd'hui important qu'un consensus soit trouvé avant de transmettre un document de ce groupe à la Commission. Il faut réaliser cet effort : rechercher un consensus.

Sébastien Villasante a présenté la méthodologie et les résultats de l'étude menée par l'université de Saint Jacques de Compostelle tout au long de 2020. Cette étude a révélé en particulier une baisse du chiffre d'affaire des entreprises de la filière, et un impact plus important sur la pêche artisanale que sur la pêche industrielle. Sa présentation est disponible sur le site du CC SUD.

En réponse aux membres, Sébastien Villasante a précisé les points suivants :

- La qualité des données économiques est selon lui, relativement bonne, de nombreux efforts ont été effectués ces dernières années pour l'améliorer, et on peut aujourd'hui considérer que la qualité des données est bonne, même si toujours perfectible, en particulier si on les compare avec d'autres régions du monde.
- La qualité des données sociales n'est en revanche pas suffisante, des efforts sont en cours au sein d'un groupe de travail.
- Les données de 2020 ont été estimées grâce à celles de 2018-2019 et l'utilisation de facteurs de correction. Des ajustements pourront être réalisés lorsque les données réelles seront connues. L'impact du Brexit n'a pas été pris en considération, malgré qu'il soit bien réel.
- Pour estimer le critère de santé il était demandé si la personne interviewée ou une personne de son entourage familial avait contracté la Covid-19. Le critère de

bien-être regroupe des éléments concernant le salaire, la qualité de vie, le stress et la santé.

- La baisse des quotas a été incluse dans les estimations.

Pour Raul Garcia (WWF) les crises sont des opportunités pour repenser le système et les relations entre les hommes et la nature. Raoul Garcia a ensuite cité l'exemple du CC Longue distance qui après une présentation du CSTEP, a détecté un manque de données, ils se sont alors coordonnés pour apporter plus d'informations. Raul Garcia a alors demandé la possibilité pour le CC SUD de participer à l'apport d'informations. Un des problèmes selon lui est le manque d'objectifs sociaux inscrits dans les politiques et plans de gestion. Si on souhaite un secteur des pêches durable économiquement et socialement il faut fixer des objectifs.

Jérémie Souben (FEDOPA) s'est étonné des résultats concernant l'impact plus important sur la pêche artisanale plutôt qu'industrielle. D'après les éléments dont il dispose, l'impact sur le segment de flotte 15-25m a été relativement fort. Ils étaient dans l'impossibilité de faire des rotations, de disposer de protection... Contrairement aux plus petits équipages, ils ne pouvaient faire des petites marées test, pour sonder le marché, la fermeture des criées a également eu un impact plus fort sur ce segment, alors que la pêche artisanale a pu parfois vendre en direct.

Sébastien Villasante a alors souligné que l'étude présentait des moyennes européennes, certains segments sont peut-être ainsi mal représentés.

Sébastien Villasante a finalement souligné que le secteur de la pêche avait démontré son agilité, sa souplesse et son rôle de pionnier. C'est un secteur clé au niveau économique, social et alimentaire. Il faut saisir l'opportunité qui se présente pour renforcer son importance.

Nicolas Fernandez Munoz a conclu ce point de l'ordre du jour en rappelant que cette crise avait entraîné une augmentation de la pauvreté dans beaucoup de régions côtières, impactant par ailleurs de nombreux enfants. La reprise de l'activité passera par les programmes de vaccination.

Emilia Gargallo (DG MARE) a présenté le travail de la Commission pour la mise en place, d'ici la fin de l'année, d'un plan de contingence, dans le cadre de la stratégie de la ferme à la fourchette. Il ne s'agira pas de proposer de nouvelles mesures législatives mais d'améliorer la coopération entre les différentes institutions et États Membres. Ce plan se fera en collaboration avec les acteurs du terrain qui seront amenés à contribuer à sa rédaction. Si des mesures ad-hoc ont été prises et ont permis d'éviter de doubler la crise sanitaire avec une crise financière, des améliorations sont possibles. La présentation complète d'Emilia sera transmise aux membres par le secrétariat.

En réponse aux membres Emilia Gargallo a apporté les précisions suivantes :

- Les éléments évoqués concernent l'ensemble des secteurs alimentaires et ne sont pas tous applicables à la pêche
- Le document proposera une base pour évaluer les actions à prendre en cas de crise, et ce dès l'instant 0.

Luis Vicente (ADAPI) a souligné l'importance de préserver les ressources naturelles ainsi qu'humaines : pour se préparer à une crise il est nécessaire d'avoir suffisamment de navires et des personnes compétentes pour continuer l'activité.

Jérémie Souben (FEDOPA) a remercié la présentation et a estimé cette démarche de l'UE comme très positive. Il faut tirer les leçons de cette crise, continuer à se préparer, les perturbations peuvent avoir des origines variées. L'échange d'informations entre la Commission et les parties-prenantes est très important. Il est nécessaire selon Jérémie Souben, que les organisations puissent apporter des réponses sanitaires, juridiques et économiques aux professionnels. Une des fragilités de la réponse au Covid-19 a été selon lui l'utilisation du FEAMP, ce fond qui plus est en cours de transition vers un nouveau schéma, est dédié à des projets structurants, son utilisation pour la crise pourrait contraindre le financement de projets futurs, de plus, un État ayant déjà consommé l'intégralité de ces financements ne pourrait répondre à la crise.

Pour Nicolas Fernandez Munoz, l'étude des faiblesses actuelles est importante dans le cadre de la création du plan de contingence, pour permettre d'être plus forts lors d'une prochaine crise. Mais il ne faut pas oublier, qu'il faut renforcer le secteur dès aujourd'hui pour faire face aux différents défis qui vont se poser. Les habitudes des consommateurs ont changé, il faut prendre cela en compte.

Nous participerons aux consultations de la Commission sur ce sujet.

Nicolas Fernandez Munoz, a ensuite proposé un programme de travail pour ce groupe, selon lui il y a deux axes de travail :

1. Travailler sur le document de travail, pour le renforcer et compléter.
2. Étudier les points faibles pour mieux se préparer, renforcer le secteur sur le long terme.

Pour Jérémie Souben, ces axes de travail sont intéressants. Il est important de faire un état des lieux des points faibles et les éléments à notre disposition.

Nicolas Fernandez Munoz, a relevé le problème de la relève générationnelle, il faut mettre en place une trajectoire commune pour renouveler le secteur. Beaucoup, de fonds sont disponibles, il faut analyser les faiblesses.

Francisco Portela Rosa (VIANAPESCA) a rappelé que les financements au début de la crise du Covid-19 n'incluaient pas le secteur des pêches. Il interroge aujourd'hui les



6 rue Alphonse Rio • 56100 Lorient
+33 297 83 11 69 • info@cc-sud.eu
www.cc-sud.eu

différents membres, si, ne serait-ce qu'un d'entre eux recommanderait à son fils de devenir pêcheur.

Raul Garcia, a rappelé que les fonds NextGeneration représentent plus de 700 milliards d'euros qui seront distribués à tous les secteurs. C'est l'opportunité pour le CC d'étudier et de faire des propositions sur comment ces fonds vont être utilisés. Faire une évaluation de la pêche artisanale par exemple ou la baisse de l'empreinte carbone, la résilience climatique, protection de la biodiversité, digitalisation de l'économie... Il y a des fonds pour répondre à beaucoup de nos critiques actuelles.

Nicolas Fernandez Munoz a indiqué qu'un plan avait présenté dans sa région pour l'utilisation des fonds, c'est important de mettre nos informations en commun.

Sergio Lopez (OPP LUGO) s'est inquiété de la destination finale de ces fonds, il craint qu'ils ne soient utilisés uniquement par les administrations pour renforcer leur propre fonctionnement et ne parviennent donc pas à la filière.

Raul Garcia a indiqué avoir également des doutes, c'est en partie pourquoi il est important de se mobiliser. Ce qu'a confirmé Nicolas Fernandez Munoz, il est important de se positionner fortement en tant que CC, se saisir de l'opportunité et ne pas être pessimiste.

Francisco Portela Rosa a également souligné le problème du plastique et des pollutions chimiques (issus des stations de traitement des eaux) qui impacte la pêche côtière. Il confirme le besoin de se saisir de cette opportunité.

Luis Vicente (ADAPI) a également exprimé ses doutes quant à l'utilisation des fonds par les administrations, qui pourraient les utiliser pour financer leur propre fonctionnement.

Nicolas Fernandez Munoz a conclu en invitant les membres à ne pas se décourager. Une prochaine étape pour ce groupe sera d'inviter les États Membres à participer aux échanges.

Participants à la réunion

VIANAPESCA	Francisco Portela Rosa
OP Lugo	Sergio Lopez
OPESCAYA	Aurelio Bilbao
OPP Conil	Nicolas Fernandez Muñoz
Federacion Nacional de Cofradias	Basilio Otero
CNPMEM	Serge Larzabal
FEDOPA	Jérémie Souben





6 rue Alphonse Rio • 56100 Lorient
+33 297 83 11 69 • info@cc-sud.eu
www.cc-sud.eu

WWF	Raul Garcia
Soldecocos	Jorge Saez Jimenez
OBSERVADORES	
FECOPESCA	Jose Carlos Escalera
ADAPI	Luis Vicente
Commission Européenne	Emilia Gargallo Gonzalez
Universidad Santiago Compostela	Sebastian Villasante
CC SUD	Aurélie Drillet
CC SUD	Chloé Pocheau

